

**Document de réflexion No. 398**

## **Les compétences vertes en Afrique : ce que l'Europe et la Chine ont à offrir**

**By Pauline Veron et Katja van der Meer**

Mars 2026

Les pays africains se trouvent engagés dans une transition verte mondiale, pour laquelle des « compétences vertes » adaptées seront primordiales. Le principal objectif du soutien aux compétences vertes pour les pays africains est de renforcer l'employabilité des jeunes, de promouvoir la croissance et le développement économiques et de renforcer la résilience socio-environnementale et économique. Ce rapport prend ces priorités comme point de départ et examine comment l'Union européenne (UE) et la Chine abordent respectivement cette question dans les pays partenaires.

Alors que l'UE et la Chine augmentent toutes les deux leurs investissements en Afrique afin de s'approvisionner en matières premières pour leur propre transition écologique, elles sont des partenaires clés de la transition écologique africaine et s'engagent dans différentes formes de développement des compétences (écologiques) en Afrique. Ce rapport présente les forces et les faiblesses de leurs approches respectives et formule quelques recommandations pour le soutien futur au développement des compétences écologiques.

Loin d'être un « secteur soft » traditionnel, les compétences sont désormais de plus en plus liées à des priorités stratégiques liées à l'accès aux matières premières critiques. Il reste toutefois encore du chemin à parcourir pour que le développement des compétences vertes fasse partie intégrante d'une stratégie visant à établir des partenariats mutuellement avantageux avec les pays tiers.

---

## Table des matières

<b>Remerciements.....</b>	<b>1</b>
<b>Acronymes.....</b>	<b>1</b>
<b>Résumé.....</b>	<b>3</b>
<b>1. Introduction.....</b>	<b>5</b>
<b>2. Les compétences vertes : un agenda politique aux objectifs variés.....</b>	<b>8</b>
2.1. Renforcer l'employabilité des jeunes.....	9
2.2. La transformation économique.....	11
2.3. La résilience socio-environnementale et économique.....	13
<b>3. Approches européenne et chinoise en matière de compétences vertes.....</b>	<b>14</b>
3.1. Lier les compétences à l'investissement : le nouveau modèle européen de partenariats verts en Afrique.....	14
3.2. Le rôle croissant mais inégal de la Chine dans le développement des compétences vertes en Afrique.....	19
<b>4. Conclusions pour les approches européenne et chinoise.....</b>	<b>25</b>
<b>5. Conclusions et recommandations.....</b>	<b>28</b>
5.1. Pour les pays partenaires.....	28
5.2. Pour l'Union européenne.....	29
5.3. Pour l'UE et la Chine.....	30
<b>Références.....</b>	<b>31</b>

## Liste des encadrés

Encadré 1 : Cadre conceptuel des compétences vertes.....	7
Encadré 2 : Soutenir le développement des compétences vertes chez les femmes : opportunités et défis.....	10

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Stratégies vertes proactives pour l'industrialisation verte en Afrique.....	8
---	---

---

## Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier **Mariella Di Ciommo**, **Poorva Karkare** et **Bruce Byiers** pour leur précieuse contribution et leurs commentaires constructifs sur les premières versions de cette étude, ainsi qu'**Annette Powell** pour la mise en page. Nous exprimons également notre gratitude à toutes les personnes interrogées qui ont pris le temps de participer et de partager leurs précieuses réflexions. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles de l'ECDPM ou de toute autre institution. Les auteurs sont seuls responsables des erreurs ou omissions éventuelles. Pour tout commentaire ou retour d'information, veuillez contacter [pv@ecdpm.org](mailto:pv@ecdpm.org).

## Acronymes

ACQF	Cadre continental africain des certifications
AGMS	Stratégie africaine pour les minéraux verts
AIE	Agence internationale de l'énergie
AMDC	Centre africain de développement minier
ASCIR	Centre afro-sino des relations internationales
BAD	Banque africaine de développement
BRI	Initiative « la Ceinture et la Route »
CRM	Matières premières critiques
CSET	Centre pour la sécurité et les technologies émergentes
CTIP	Partenariats pour un commerce et des investissements propres
CUA	Commission de l'Union africaine culture
EFP	Education et formation professionnelle
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
ESG	Environnement, social et gouvernance
ETF	Fondation européenne pour la formation
EUD	Délégation de l'Union européenne
FECO	Bureau de coopération économique étrangère
FOCAC	Forum sur la coopération sino-africaine
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
IDE	Investissement Direct Étranger
MOFCOM	Ministère du Commerce (Chine)
NEV	Véhicule à énergie nouvelle
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du travail
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel opportunités

---

OP-VET	Enseignement et formation techniques et professionnels axés sur les
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
RTIA	Initiative régionale pour les enseignants en Afrique
STEM	Sciences, technologie, ingénierie et mathématiques
TEI	Initiative Équipe Europe
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la
YES-AFRICA	Stratégie pour l'emploi des jeunes en Afrique

---

## Résumé

Les pays africains sont engagés dans une transition écologique mondiale dans laquelle le développement de « compétences vertes » – les compétences nécessaires pour fonctionner, s'adapter et innover dans une économie durable et à faible émissions de carbone – sera essentiel. Ces compétences sous-tendent trois priorités centrales de développement pour le continent : **stimuler l'employabilité des jeunes, favoriser la transformation économique et renforcer la résilience socio-environnementale**. Cependant, malgré les engagements politiques forts pris à l'échelle continentale, des écarts importants subsistent entre les systèmes de formation et les besoins émergents du marché du travail.

En tant qu'investisseurs majeurs dans la transition écologique de l'Afrique, l'Union européenne (UE) et la Chine sont devenues des partenaires clés dans le soutien aux compétences vertes du continent. Leurs approches, bien que différentes dans leur conception, convergent de plus en plus.

Le **modèle de l'UE** connaît actuellement une profonde mutation. Autrefois axé sur la coopération en matière d'éducation, le soutien de l'UE est désormais étroitement lié à des **investissements spécifiques dans le cadre de la stratégie Global Gateway** (« Portail mondial »), notamment dans les domaines de l'énergie, des matières premières critiques et de l'industrialisation verte. Les compétences sont considérées comme des catalyseurs stratégiques de ces investissements, avec des initiatives telles que l'initiative Equipe Europe sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels axés sur les opportunités (OP-VET), qui établit un lien entre la formation et des opportunités d'emploi concrètes. L'UE conserve un avantage comparatif en matière de soutien au niveau des systèmes (cadres de qualifications, formation des enseignants, programmes de mobilité), mais elle est confrontée à des procédures lentes et à un alignement limité sur les calendriers du secteur privé.

La **Chine**, bien qu'elle ne soit pas traditionnellement reconnue comme un acteur dans le domaine des compétences vertes, joue un rôle croissant, quoique inégal. Ses investissements dans les énergies renouvelables, les minéraux verts et les technologies propres (telles que l'énergie solaire et les véhicules électriques) créent involontairement une demande de compétences techniques locales. Les ministères, les entreprises et les établissements professionnels chinois élargissent leur offre de formation, notamment les ateliers Luban et des programmes techniques à court terme liés à des projets d'infrastructure. Ces efforts contribuent à familiariser les partenaires africains avec les normes et les technologies chinoises, mais la coordination reste limitée et la visibilité du soutien

---

apporté par la Chine dans ce domaine est inégale. Les personnes interrogées en Afrique soulignent à la fois les avantages (formation pragmatique, axée sur la demande) et les inconvénients (concentration étroite sur des projets spécifiques, retombées limitées) de cette approche.

Alors que les compétences vertes prennent une importance stratégique croissante, ce rapport identifie quelques pistes pour un soutien futur ainsi que des domaines potentiels pour une analyse plus approfondie.

1. **Les compétences sont de plus en plus liées stratégiquement aux investissements** pour les deux partenaires, une convergence qui crée des opportunités pour un soutien plus cohérent aux priorités africaines.
2. **Si l'UE est traditionnellement perçue comme ayant un avantage comparatif dans ce domaine, la contribution de la Chine aux compétences vertes est plus importante et plus significative qu'on ne le pense généralement**, notamment en raison de sa position dominante dans les technologies propres.
3. **Une main-d'œuvre qualifiée dans les pays partenaires est une priorité absolue** pour libérer le potentiel d'investissement vert de l'UE et de la Chine.
4. Le paysage général et la compréhension des compétences vertes restent **fragmentés**, avec une coordination limitée entre les partenaires externes et une intégration insuffisante dans les systèmes nationaux.

L'UE devrait intégrer plus systématiquement les compétences dans ses partenariats et veiller à ce que les initiatives en matière de compétences soutiennent à la fois le développement local et les objectifs stratégiques de l'UE. La Chine et l'UE devraient approfondir leur apprentissage mutuel et explorer les domaines potentiels de coopération ou de complémentarité.

En fin de compte, une main-d'œuvre qualifiée est indispensable pour que l'Afrique puisse saisir les opportunités dans les domaines des énergies renouvelables, de la mobilité verte, des minéraux critiques et de l'agriculture intelligente face au climat, et pour que l'UE et la Chine établissent des partenariats verts crédibles et mutuellement avantageux avec le continent.

---

## 1. Introduction

Les pays africains cherchent ou sont contraints, d'une manière ou d'une autre, de s'adapter à la transition verte, que ce soit par l'industrialisation verte ou par l'adaptation. Quelle que soit la manière dont les pays abordent ou se trouvent confrontés à la transition écologique mondiale, les implications en termes de « compétences vertes » adaptées seront primordiales. En effet, les différentes stratégies écologiques que les pays africains peuvent adopter pour atteindre les objectifs d'industrialisation verte – décarbonisation des industries existantes, production d'intrants pour les industries vertes mondiales, fabrication de produits verts pour les marchés africains ou exploitation des capacités et secteurs bruns pour passer aux industries vertes (Medinilla et Byiers, 2023) – ont toutes des implications différentes en termes de compétences. Pour tirer parti des technologies en mutation et du changement climatique lui-même, ou simplement s'y adapter, les populations devront acquérir les compétences appropriées. Ce processus peut créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, un besoin de développement prioritaire dans de nombreux pays africains.<sup>1</sup> Mais pour y parvenir, il faudra renforcer les parcours de formation vers des métiers nouveaux et en mutation afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte dans cette transition (Allais, 2023). Selon les estimations, la moitié des emplois dans l'économie verte de 2050 manqueront de candidats qualifiés (LinkedIn, 2024). Cela souligne la pertinence des compétences vertes.

En Afrique, l'acquisition de compétences pertinentes sera essentielle pour réaliser les ambitions en matière de développement industriel local, de valeur ajoutée et de transition sociétale vers une économie plus verte, ou pour exporter des biens afin d'aider d'autres pays à se décarboniser. Cela englobe les domaines de la mobilité verte, des matières premières critiques, de l'énergie verte ou de l'agriculture intelligente. Les compétences vertes sont également largement reconnues comme essentielles pour renforcer l'employabilité des jeunes sur le continent. Divers cadres politiques liés à l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), à l'emploi des jeunes et à la transition verte au niveau continental ont reconnu leur importance, en mettant fortement l'accent sur les considérations économiques et sociales.

---

<sup>1</sup> Selon l'OIT, la transition vers la durabilité devrait créer 100 millions d'emplois d'ici 2030. Le rapport « Future of Jobs Report 2025 » du Forum économique mondial identifie l'atténuation du changement climatique comme l'un des facteurs les plus transformateurs qui façonneront l'emploi au cours de cette décennie (Muhammed, 2025).

---

L'UE et la Chine ont toutes deux augmenté leurs investissements afin de s'approvisionner en matières premières pour leur propre transition écologique, tout en soutenant la modernisation, la transformation et la décarbonisation en Afrique. Dans ce contexte, elles sont des partenaires clés de la transition écologique africaine et s'engagent dans différentes formes de développement des compétences (écologiques) en Afrique, par exemple en tant que domaine de coopération distinct ou en lien avec des investissements productifs spécifiques, ce qui leur confère une plus grande importance géopolitique. Il est de plus en plus reconnu que les investissements stratégiques dans le corridor de Lobito, par exemple, doivent également tenir compte des compétences afin de créer de la valeur locale et d'avoir un effet multiplicateur sur l'économie. Ainsi, plutôt que d'être un « secteur doux » traditionnel, les compétences sont désormais de plus en plus liées à des priorités stratégiques concrètes liées à l'accès aux matières premières critiques.<sup>2</sup> Si ce lien avec les investissements productifs peut en fait constituer un point de convergence dans l'approche adoptée par l'UE et la Chine, il existe également des divergences. Par exemple, le renforcement des compétences par l'EFTP et l'enseignement supérieur est généralement lié à certaines technologies et normes réglementaires qui diffèrent entre les deux partenaires.

Dans un contexte où la coopération internationale devient de plus en plus géopolitique, et où l'Afrique cherche à diversifier ses partenariats, il est pertinent de se demander si – et comment – les approches de l'UE et de la Chine en matière de compétences vertes peuvent se compléter pour soutenir la transition écologique et l'industrialisation du continent.

Ce premier rapport prend comme point de départ les besoins et les priorités de l'Afrique en matière de compétences vertes et examine comment l'UE et la Chine abordent respectivement cette question dans les pays partenaires. Il sera suivi d'un deuxième rapport s'appuyant sur trois études de cas, à savoir la Guinée, le Ghana et l'Afrique du Sud. Ces deux documents visent à formuler des recommandations pour renforcer le soutien de l'UE aux compétences vertes et rechercher des complémentarités entre les approches de l'UE et de la Chine afin de répondre aux priorités africaines.

---

<sup>2</sup> Objectifs de résilience de la chaîne d'approvisionnement et d'autonomie stratégique de l'UE définis dans sa législation sur les matières premières critiques (CRMA)

---

## Encadré 1 : Cadre conceptuel des compétences vertes

Les concepts d'emplois verts et de compétences vertes, bien que largement utilisés dans les milieux des politiques publiques, sont souvent vagues et utilisés de manière interchangeable (Vidican Auktor, 2020). Bien que le présent rapport n'ait pas pour objectif de clarifier ces distinctions, il utilise le concept de compétences vertes de la manière suivante :

Les **compétences vertes** englobent les connaissances, les aptitudes, les valeurs et les attitudes nécessaires pour soutenir une société durable et efficace dans l'utilisation des ressources (Cedefop, 2012). Elles comprennent à la fois des compétences techniques (par exemple, les sciences de l'ingénierie, la conformité et les normes) et transversales (par exemple, la sensibilisation à la durabilité) nécessaires dans tous les secteurs et à tous les niveaux (par exemple, les opérations, la gestion) pour s'adapter aux défis environnementaux et à l'évolution des exigences réglementaires. Les compétences et aptitudes requises pour la transition verte sont de nature diverse et continuent d'évoluer (OCDE/Cedefop, 2014 ; ACQF, n.d.-a ; ETF, 2022 ; Arthur, 2022).

Selon le Cadre continental africain des certifications, les compétences vertes (également appelées « compétences pour l'économie verte », « compétences pour les emplois verts » ou « compétences pour la transition verte ») comprennent :

- Des **compétences transversales**, pertinentes pour tous les secteurs économiques et toutes les professions ;
- Des **compétences spécifiques**, nécessaires pour adopter ou mettre en œuvre des normes et des processus ;
- Des **compétences hautement spécialisées**, dans des technologies vertes spécifiques (ACQF, n.d.-a).

Toutefois, du point de vue du développement socio-économique, outre les **compétences cognitives** susmentionnées, qui sont généralement au centre des préoccupations des partenaires extérieurs, les pays en développement ont également besoin de **compétences personnelles** qui inculquent des valeurs telles que la résilience face à l'échec, la proactivité et la persévérance. Ces compétences sont essentielles pour permettre l'apprentissage par la pratique, non seulement afin d'accroître la productivité et l'accès à la technologie, mais aussi pour adapter les technologies afin de résoudre les défis identifiés au niveau local (Grant, 2025). Pour la plupart des pays africains confrontés au triple défi du changement climatique – forte vulnérabilité, capacité de réponse ou résilience limitée, et espace budgétaire ou financement climatique insuffisant – ce dernier aspect est particulièrement pertinent.

---

## 2. Les compétences vertes : un agenda politique aux objectifs variés

En fonction de leurs industries existantes et des intérêts et incitations en jeu, les pays africains adoptent diverses ambitions et stratégies pour atteindre les objectifs d'industrialisation verte. Celles-ci peuvent être résumées comme suit :

**Tableau 1 : Stratégies vertes proactives pour l'industrialisation verte en Afrique**

Stratégies écologiques proactives	Implications
1. Décarboniser les industries existantes	Investir dans les énergies propres afin de réduire les émissions des industries existantes à forte intensité carbone ; électrification directe ; utilisation de l'hydrogène ; décarbonisation de la logistique grâce à la technologie et aux transferts modaux.
2. Produire des intrants pour les industries vertes	Développer l'extraction des matières premières critiques ; encourager les investissements afin de remonter la chaîne de valeur vers la transformation des intrants, en les intégrant dans des chaînes de valeur régionales vertes, des chaînes de valeur mondiales et dans le secteur manufacturier
3. Fabriquer des produits écologiques pour les marchés africains	Produire des pièces manufacturées et des biens de consommation écologiques qui répondent à des problèmes spécifiques à l'Afrique, par exemple des véhicules électriques légers, des systèmes solaires décentralisés (assemblage), des matériaux de construction, des engrais écologiques.
4. Tirer parti des capacités « brunes » pour passer aux industries vertes	Tirer parti des capacités existantes et des liens en aval pour favoriser les industries vertes telles que les véhicules particuliers électriques ; tester des technologies d'avenir à forte intensité énergétique, notamment divers transporteurs d'hydrogène.

Source : Medinilla et Byiers, 2023.

Chacune de ces stratégies nécessitera des compétences différentes, d'où la nécessité de mieux prendre en compte et de mieux préparer les compétences vertes. Le développement et le soutien des compétences vertes constituent une priorité pour de nombreux pays africains et pour l'Union africaine. Ce soutien peut prendre la forme (1) de politiques éducatives, en intégrant les questions environnementales et le développement durable dans les programmes scolaires, (2) de politiques du travail et de l'emploi, en créant des emplois et en requalifiant les travailleurs afin de soutenir les industries vertes, et (3) de politiques vertes, en créant des réglementations, des incitations et des infrastructures favorisant la durabilité environnementale, notamment en matière de compétences. L'objectif principal pour ces pays est de créer les emplois dont ils ont tant besoin, de

---

promouvoir la croissance et le développement économiques et de renforcer la résilience socio-environnementale et économique. La section suivante examine plus en détail ces différents objectifs, en citant quelques exemples de cadres politiques dans chaque domaine. Dans le deuxième rapport de cette série, nous mettrons en évidence la manière dont ces différentes perspectives ou justifications se reflètent au niveau national.

## 2.1. Renforcer l'employabilité des jeunes

La population jeune en Afrique devrait dépasser les 800 millions d'ici 2050, contre plus de 400 millions en 2021 (Bekele-Thomas et Westgaard, 2024). Alors qu'aujourd'hui, quelque 10 à 12 millions de jeunes Africains entrent chaque année sur le marché du travail, seuls 3 millions d'emplois formels sont créés (OIT, 2025). **Les pays africains doivent donc créer beaucoup plus d'emplois décents** qu'ils ne le font actuellement, car leur population, majoritairement jeune, rejoint chaque année le marché du travail. Les jeunes du continent considèrent de plus en plus les emplois verts comme une solution à la fois au chômage et au changement climatique. En 2023, l'Afrique comptait 324 000 emplois dans le secteur des énergies renouvelables, contre 16,2 millions dans le monde. À eux seuls, des investissements plus importants dans les énergies renouvelables pourraient créer environ 4 millions d'emplois d'ici 2030, et ce chiffre passerait à 30 millions si l'on considérait plus largement les énergies propres, l'efficacité énergétique et les technologies à faibles émissions, et même à 60 millions si l'on tenait compte des secteurs de l'énergie, des déchets et des ressources naturelles (Malo et Nwamadu, 2024 ; AIE, 2023). Environ 60 % de ces emplois seront qualifiés ou semi-qualifiés dans les secteurs de la construction et de la fabrication (Kimeu, 2024). Ces emplois nécessiteront toutefois une formation (Payton, 2024).

Un deuxième obstacle à l'insuffisance d'emplois décents est le déficit de compétences, en particulier l'inadéquation entre les compétences que possèdent les travailleurs et celles requises par le marché du travail. Dans de nombreux pays, cette inadéquation des compétences a conduit à des situations où les étudiants diplômés ne trouvent pas d'emploi, tandis que les employeurs ont du mal à trouver des travailleurs qualifiés. Pour combler ce déficit (en compétences vertes), il faudra réaliser des investissements ciblés dans l'éducation formelle et la formation professionnelle (Malo et Nwamadu, 2024).

Au niveau continental, la [Charte africaine de la jeunesse](#) de 2006 définit un cadre politique et juridique visant à protéger les droits des jeunes, notamment en matière d'emploi. La [Vision 2063 de l'Union africaine \(UA\)](#) place la création d'emplois au cœur de son aspiration à « une Afrique

---

prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable ». Cela nécessite de doter la population jeune et croissante du continent de compétences adaptées au marché afin de tirer parti des opportunités d'investissement pour la transition verte et numérique pour s'industrialiser et s'engager dans le commerce régional et mondial. La [Stratégie continentale de l'éducation en Afrique 2016-2025](#) vise à renforcer les liens entre les systèmes de travail, d'éducation et de formation, tandis que la [stratégie continentale africaine pour l'EFTP 2025-2034](#) cherche à remédier à l'inadéquation des compétences et à faire passer les systèmes d'EFTP en Afrique d'une approche axée sur l'offre à une approche axée sur la demande afin de renforcer l'employabilité. En outre, le [Plan d'action africain pour l'éducation et la formation à l'environnement 2015-2024](#) visait à promouvoir la culture environnementale, le renforcement des capacités et le développement durable grâce à l'élaboration de programmes d'études visant à favoriser les compétences vertes.

### **Encadré 2 : Soutenir le développement des compétences vertes chez les femmes : opportunités et défis**

Les femmes et les filles en Afrique sont non seulement parmi les plus touchées par le changement climatique, mais elles jouent également un rôle clé dans la mise en œuvre de solutions et la recherche de moyens innovants pour faire face au changement climatique, que ce soit dans le domaine de l'agriculture, de la collecte de l'eau ou de la consommation énergétique des ménages (Adeola et al., 2025). Les femmes à travers l'Afrique jouent un rôle essentiel en tant que gestionnaires des ressources naturelles, contribuant à la durabilité environnementale et à la résilience de leurs communautés (ONU Femmes et Banque africaine de développement (BAD), 2021). Cependant, pour faire face à l'évolution des défis climatiques, elles doivent également acquérir des compétences modernes et technologiques (Adeola et al., 2025).

Le potentiel des femmes est souvent sous-exploité en Afrique et elles sont confrontées à davantage de défis que les hommes. Elles ont notamment un accès limité à la terre, au financement, à l'éducation et aux plateformes décisionnelles (Adeola et al., 2025). Les obstacles à l'égalité d'accès aux emplois verts peuvent être spécifiques à un secteur, comme les normes sociales qui considèrent que les emplois dans le bâtiment ne conviennent pas aux femmes,

---

ou toucher tous les secteurs (par exemple, les responsabilités familiales inégales) (ONU Femmes et BAD, 2021).

Les femmes sont bien positionnées dans certains des secteurs où des emplois verts seront créés. Elles occupent actuellement de nombreux emplois dans l'agriculture, la sylviculture et le tourisme. Cependant, elles sont sous-représentées dans les secteurs clés de l'économie verte les plus susceptibles de créer des emplois verts haut de gamme, tels que l'énergie (en particulier l'éolien et le solaire), les transports, la construction et certains domaines de services spécialisés (par exemple, le conseil en matière d'environnement) (ONU Femmes et BAD, 2021).

Grâce à l'accès à des compétences vertes, la productivité des femmes dans l'économie verte pourrait tripler. C'est particulièrement le cas dans l'agriculture, l'énergie, la fabrication et la transformation. Pour que les femmes acquièrent ces compétences vertes, les gouvernements et les partenaires de développement doivent concevoir des programmes inclusifs qui accordent la priorité à l'égalité des sexes, en particulier pour les femmes rurales, handicapées et marginalisées (Adeola et al. 2025). Les stratégies productives peuvent inclure le renforcement des capacités, la requalification et la mise à profit des secteurs verts à forte valeur ajoutée où les femmes sont déjà présentes ou bien positionnées. Des efforts à plus long terme seront nécessaires dans les secteurs davantage dominés par les hommes, tels que l'énergie, la construction et les transports, afin de supprimer les obstacles structurels. Des stratégies à court et à long terme sont nécessaires pour éviter que la transition verte ne soit fortement biaisée au détriment des femmes et des filles (ONU Femmes et BAD, 2021).

## 2.2. La transformation économique

L'investissement dans le capital humain et le développement des compétences est un aspect essentiel de la croissance et de la transformation économiques. Une main-d'œuvre qualifiée est le fondement d'une industrialisation réussie, attire les investissements et soutient l'entrepreneuriat. La transformation structurelle des économies africaines nécessite la disponibilité de compétences spécifiques à chaque secteur afin d'assurer la croissance de la productivité, au-delà de l'emploi des jeunes nationaux. C'est le cas, par exemple, dans l'agro-industrie, dans les technologies de transformation/conservation des produits et dans le développement des énergies renouvelables et des infrastructures de

---

télécommunications (UA et OIT, 2024). Selon l'OCDE, la productivité du travail en Afrique reste parmi les plus faibles au monde. Mais des progrès sont possibles : une augmentation de 10 % de la proportion d'employés titulaires d'un diplôme d'études secondaires ou universitaires entraîne une augmentation moyenne de la productivité des entreprises de 4,2 % et 4,8 % respectivement dans le cas de 27 pays africains (CUA/OCDE, 2024).

La disponibilité du capital humain est également un facteur important pour les IDE, y compris pour les pays disposant de ressources naturelles limitées. Par exemple, les signaux politiques et les investissements précoces du Maroc dans les talents liés aux énergies renouvelables renforcent son attractivité pour les projets solaires et éoliens à grande échelle (AIE, 2023).

Les économies africaines dépendent encore largement des technologies et des connaissances importées, comme c'est le cas dans le secteur minier, en raison du manque de compétences en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM) et de capacités de recherche et développement (R&D) (AMDC, 2024). La pénurie de compétences essentielles est l'un des principaux facteurs qui empêchent les entreprises africaines de se lancer dans des activités à plus forte valeur ajoutée, celles-ci devant souvent recourir au recrutement international en raison de l'indisponibilité de main-d'œuvre qualifiée au niveau local. Les compétences techniques et managériales sont également précieuses pour stimuler l'adoption des technologies, comme le montre le cas des véhicules à énergie nouvelle (NEV) : disposer d'un vivier de techniciens formés capables d'entretenir les NEV et qui comprennent leur technologie est un facteur clé de leur adoption, au même titre que les facteurs liés au coût et à l'accès à l'énergie (The Africa EV Show, 2025).

Des cadres continentaux tels que [la Stratégie pour l'emploi des jeunes en Afrique \(YES-Africa\)](#) de l'UA/OIT ont identifié ces liens. La stratégie invite donc les pays qui envisagent des opportunités de développement dans l'économie numérique, verte et bleue à fixer des objectifs dans leurs stratégies nationales de développement et sectorielles pour la création d'emplois décents et l'emploi (des jeunes), notamment en augmentant les investissements dans la reconversion et le perfectionnement professionnels. [La stratégie africaine en matière de minéraux verts](#) comprend un objectif de développement des capacités humaines et technologiques en identifiant les compétences et les technologies nécessaires pour tirer parti des opportunités offertes par les minéraux verts sur le continent.

---

### 2.3. La résilience socio-environnementale et économique

Le développement des compétences est également essentiel pour permettre aux pays africains de mener à bien leur transition écologique. L'Afrique est confrontée à de graves crises écologiques, telles que le changement climatique, l'épuisement des ressources et la perte de biodiversité, qui compromettent les efforts de développement durable et exacerbent la pauvreté et la faim. Bien que la contribution de l'Afrique aux émissions mondiales de CO<sub>2</sub> soit négligeable, le continent est confronté à des effets disproportionnés du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes, qui ont des conséquences dévastatrices sur sa population et des répercussions graves dans les domaines social, économique et environnemental (Adebayo, 2025). Pour relever ces défis, la jeunesse africaine a besoin de compétences tournées vers l'avenir, notamment en matière d'adaptation au climat et d'entrepreneuriat intelligent sur le plan climatique, afin de réduire sa vulnérabilité et de renforcer sa résilience (Samat, 2025).

[Le Plan d'action pour l'éducation et la formation environnementales en Afrique 2015-2024](#) a ainsi reconnu l'importance des connaissances et des compétences pour la participation active des citoyens au développement d'une société écologiquement durable, socialement juste, économiquement viable et durable. Il visait à renforcer l'éducation et la formation environnementales des communautés sur le continent, grâce à divers programmes et projets d'éducation formelle, de formation, d'apprentissage tout au long de la vie et de renforcement des capacités, en encourageant la participation égale des hommes et des femmes.

Le [Plan d'action pour la Décennie de la Formation et de L'emploi des Jeunes dans les Domaines Technologique, Professionnel et Entrepreneurial \(2019-2028\)](#) comprend un objectif visant à appliquer les compétences numériques, bleues et vertes aux systèmes africains d'EFTP afin de faciliter la transition vers des sociétés numériques et des économies vertes et bleues, reconnaissant que la quête du développement durable (une interconnexion saine entre le climat, les personnes et la planète) nécessite de nouvelles compétences et connaissances. En Afrique, toutefois, l'identification des besoins spécifiques en matière de développement des compétences et de formation pour l'adaptation au changement climatique reste largement floue. Le Plan d'action vise donc à préparer les systèmes d'EFTP à la transition.

Ces différents cadres politiques montrent que l'importance de renforcer les compétences vertes pour l'employabilité des jeunes, la transformation

---

économique et la résilience socio-environnementale est bien comprise et articulée au niveau continental. L'une des personnes que nous avons interrogées a souligné le fait que les « emplois verts » sont devenus un mot à la mode dans les documents politiques, sans qu'aucune mise en œuvre concrète ne leur soit associée. Si le présent rapport ne s'est pas penché sur la mise en œuvre de ces cadres, le deuxième rapport de cette série examinera plus concrètement la manière dont la question des compétences vertes est priorisée au niveau national. La section suivante analyse la manière dont l'UE et la Chine, deux partenaires clés de l'Afrique, abordent cette question et pourraient soutenir les trois objectifs qui viennent d'être exposés.

### **3. Approches européenne et chinoise en matière de compétences vertes**

#### **3.1. Lier les compétences à l'investissement : le nouveau modèle européen de partenariats verts en Afrique**

La question des compétences est devenue une priorité majeure dans l'agenda de l'UE ces dernières années. [L'Année européenne des compétences en 2023](#), par exemple, était une initiative visant à aider les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, à remédier à la pénurie de compétences dans l'UE et à promouvoir une mentalité de reconversion et de perfectionnement professionnel, afin d'aider les personnes à acquérir les compétences nécessaires pour obtenir des emplois de qualité. Avec la [boussole pour la compétitivité](#) et [l'Union des compétences \(2025\)](#), les compétences sont devenues un enjeu stratégique clé lié à la compétitivité. Selon certains experts en éducation et en formation, le développement des compétences devient essentiel pour faire progresser bon nombre des priorités de l'UE, notamment la loi sur l'économie circulaire, qui devrait créer une demande de nouvelles compétences vertes (Santos, 2025).

Dès 2022, l'UE a publié le [GreenComp](#), qui vise à établir un cadre commun et le premier cadre européen des compétences en matière de durabilité. GreenComp décrit les « compétences en matière de durabilité » comme couvrant les connaissances, les compétences et les attitudes nécessaires aux apprenants de tous âges pour vivre, travailler et agir de manière durable. Selon ce cadre, les « compétences vertes » correspondent aux compétences professionnelles nécessaires à tous les secteurs et à tous les niveaux du marché du travail pour la transition verte, y compris la création de nouveaux emplois verts. Elles

---

concernent également les compétences transversales nécessaires pour permettre la pensée critique, la pensée systémique, la résolution de problèmes et l'innovation (Conseil de l'UE, 2023).

L'Union des compétences, le GreenComp et la boussole pour la compétitivité ont une orientation principalement interne et ne sont généralement pas directement mentionnés dans les cadres politiques d'action extérieure de l'UE. Cependant, leurs principes et leurs approches – favoriser les partenariats public-privé pour le renforcement des compétences, anticiper les besoins du marché du travail dans les secteurs verts et numériques et promouvoir la mobilité des talents (Conseil de l'UE, 2025a) – se reflètent de plus en plus dans la coopération de l'UE avec l'Afrique. Cela est particulièrement visible dans les aspects liés aux compétences de la stratégie Global Gateway et dans les partenariats émergents avec les pays africains destinés à attirer les talents.

La stratégie [Global Gateway](#) vise à « construire des infrastructures durables avec le soutien, les compétences et les financements nécessaires à leur exploitation » (Commission européenne et HR/VP, 2021). L'éducation et la recherche constituent l'un de ses cinq domaines prioritaires, et les compétences font partie intégrante de l'approche à 360 degrés de Global Gateway, qui vise à accompagner les investissements par des interventions favorisant un « environnement propice » (par exemple, cadres réglementaires, normes et standards ESG, transfert de technologies, savoir-faire, compétences et éducation, climat d'investissement, etc). Cela s'inscrit dans le cadre de l'approche de l'UE consistant à proposer une « offre complète » à ses pays partenaires, présentée comme un avantage stratégique de l'UE par rapport à d'autres partenaires internationaux et reflétant son engagement en faveur du développement durable.

Le fait de considérer les compétences comme stratégiques pour la performance économique a entraîné un **changement de paradigme dans l'approche de l'UE dans le cadre de Global Gateway**, selon lequel le développement des compétences est désormais considéré comme faisant partie intégrante des investissements, plutôt que comme un secteur autonome, et les compétences et l'éducation sont considérées comme des **catalyseurs** d'investissements plus larges dans le cadre de Global Gateway. L'offre de formation professionnelle de l'UE est désormais **conçue à partir des opportunités d'emploi concrètes** découlant des investissements publics et privés et du développement des chaînes de valeur dans les domaines prioritaires de Global Gateway. Comme l'explique l'un des

---

interlocuteurs de l'UE, « nous dispensons la formation parce que nous réalisons l'investissement ». Grâce à cette approche, l'UE répond aux besoins d'un secteur spécifique et lie son soutien aux compétences vertes à un investissement spécifique, en s'appuyant sur ce que les entreprises européennes offrent déjà (Commission européenne, 2024).

**L'initiative Equipe Europe « Compétences et formation professionnelle axées sur les opportunités en Afrique » (TEI OP-VET)** et le projet [VET Toolbox 2](#) (Amélioration de l'offre de développement des compétences axé sur la demande pour l'investissement en Afrique) – une initiative de 75 millions d'euros lancée en avril 2024 et dirigée par la Belgique, la France, l'Allemagne et la Finlande (Union européenne, n.d.) – vise à **orienter l'EFP et le développement des compétences vers des opportunités concrètes d'emplois décentes découlant des investissements et des développements connexes de chaînes de valeur facilités par Global Gateway**. Dans la pratique, l'initiative TEI identifie les profils de compétences requis et les besoins en matière d'EFP liés à des investissements spécifiques (par exemple dans l'hydrogène, l'énergie, etc.) dans le cadre d'initiatives de l'UE et formule des recommandations pour le système d'EFP, qui peuvent ensuite être mises en œuvre à l'aide des enveloppes nationales par la délégation de l'UE (Union européenne, 2024). La TEI est structurée selon un mécanisme de financement concurrentiel destiné à financer des initiatives régionales et multi-pays ; un mécanisme d'assistance technique sur demande visant à aider l'UE, ses États membres et le secteur privé à mieux relier l'EFP et le développement des compétences à des opportunités d'emploi concrètes ; et des échanges régionaux sur les partenariats public-privé afin de promouvoir un EFP et un développement des compétences axés sur les opportunités (notamment par la mobilisation des partenariats Erasmus+).<sup>3</sup> La TEI OP-VET cible spécifiquement le développement des compétences vertes, car les investissements verts constituent un élément pertinent de Global Gateway et une priorité stratégique de la politique économique étrangère de l'UE.

**Cette évolution vers une approche axée sur les opportunités est alignée avec la stratégie continentale de l'Union africaine pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) en faveur de l'emploi des jeunes**, qui préconise une approche de l'EFP plus holistique et davantage

---

<sup>3</sup> Dans le cadre du premier appel à propositions de cette initiative, les projets suivants devaient être contractualisés en juin 2025 : hydrogène vert en Namibie, hydrogène vert au Kenya, transports urbains au Sénégal, énergies renouvelables en Côte d'Ivoire, énergies renouvelables au Mozambique, agro-industrie en Ouganda.

---

axée sur la demande, reflétant mieux les conditions du marché. Les partenaires africains pourraient également bénéficier de cette approche grâce à des interventions plus intégrées des institutions et des États membres de l'UE et à un alignement plus étroit sur les priorités africaines en regroupant toutes les actions et en faisant le lien entre elles (entretien, juin 2025).

Malgré ce potentiel, l'OP-VET est confrontée à des défis pour répondre aux intérêts du secteur privé. Les recherches de l'ECDPM montrent un décalage entre la procédure actuelle de sélection des projets et la planification et le calendrier des investissements du secteur privé. Des procédures et des financements plus souples seraient plutôt nécessaires.

Le développement des compétences est également **l'un des cinq piliers identifiés dans le cadre des partenariats sur les matières premières critiques**. En Namibie, par exemple, l'UE cherche à promouvoir le développement de l'hydrogène renouvelable grâce à des investissements stratégiques réalisés conjointement avec des entreprises européennes et propose le développement des compétences par le biais de l'EFTP et de la coopération universitaire. En outre, le partenariat stratégique Global Gateway avec la Namibie sur les chaînes de valeur des matières premières durables et l'hydrogène renouvelable comprend un pilier consacré au renforcement des capacités, à la formation et au développement des compétences. Il comprend l'identification des besoins en matière de formation et de compétences (un élément important du renforcement des compétences, bien qu'il ne s'agisse que d'un aspect de la chaîne) le long des chaînes de valeur des matières premières et de l'hydrogène vert, ainsi que l'amélioration de l'offre de formation de Team Europe, en coopération avec l'industrie (Commission européenne, n.d. ; Commission européenne, 2023).

L'engagement de l'UE auprès de l'Afrique en matière d'éducation et de compétences est très important et s'inscrit dans le cadre de multiples programmes européens qui intègrent l'approche Global Gateway dans une moindre mesure, notamment par le biais d'un appui budgétaire. **ERASMUS+** facilite les échanges universitaires, la coopération institutionnelle et les réformes politiques sous une même égide, en accord avec les priorités de Global Gateway.<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> Erasmus+ encourage par exemple les projets qui développent les compétences vertes. Voir <https://erasmus-plus.ec.europa.eu/about-erasmus/programme-priorities> et <https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/28c075e9-fd0d-4>

---

Bien qu'il existe d'autres programmes de mobilité et d'échange, une personne interrogée a souligné qu'ERASMUS+ est une « spécificité européenne » en raison de sa dimension transnationale et de son caractère global.<sup>5</sup>

En avril 2024, lors de la réunion de haut niveau sur l'éducation organisée à Bruxelles dans le cadre de Global Gateway, la Commission européenne a lancé [l'Africa-Europe Youth Academy](#) et 15 projets du programme de mobilité intra-africaine, qui comportent une composante « compétences vertes » mais dont le lien avec les investissements est beaucoup moins évident (Commission européenne, 2024). L'UE soutient depuis longtemps le cadre continental africain qui renforce la comparabilité, la reconnaissance, la qualité et la transparence des qualifications éducatives et professionnelles. Mis en œuvre par la Fondation européenne pour la formation, en collaboration avec la Commission africaine et les gouvernements nationaux, le [Cadre continental africain des certifications \(ACQF\)](#) joue un rôle facilitateur pour l'intégration et l'harmonisation des compétences vertes dans les cadres nationaux, régionaux et continentaux. Cela est particulièrement important compte tenu de la nouveauté et de la transversalité des compétences vertes, afin de permettre des parcours clairs pour la progression verticale et la comparabilité horizontale et de renforcer la cohérence entre la production éducative en matière de compétences vertes et les besoins du marché du travail (ACQF, n.d.b.). L'« écologisation » des cadres nationaux de certification reste un processus complexe et multidimensionnel (ACQF, n.d.a.), mais elle illustre le soutien global à l'échelle du continent que l'UE et l'Afrique ont mis en place dans ce domaine.

Des approches similaires sont perceptibles dans des initiatives telles que [GRETA \(Greening Responses to Excellence through Thematic Actions\)](#), qui encourage l'apprentissage entre pairs parmi les centres de formation professionnelle afin d'adopter des pratiques et des technologies durables, alignant ainsi les systèmes éducatifs sur les exigences d'une économie verte.

Enfin, les compétences vertes sont intégrées dans [l'Initiative régionale pour les enseignants en Afrique \(RTIA\)](#) – un partenariat entre l'UE, les États membres de l'UE (France, Belgique et Finlande), l'UNESCO et la Commission de l'Union africaine, conçu pour lutter contre la pénurie critique

---

[714-949e-4fcf69fdc5b0\\_en?filename=GG\\_Factsheets\\_Africa\\_Education.pdf](#)

<sup>5</sup> HORIZON EUROPE, le programme-cadre de recherche de l'UE, et le soutien de la DG INTPA aux actions de renforcement des capacités comprennent la coopération avec les institutions africaines.

---

d'enseignants qualifiés en Afrique subsaharienne.

### 3.2. Le rôle croissant mais inégal de la Chine dans le développement des compétences vertes en Afrique

La Chine est un partenaire de longue date pour de nombreux pays africains et un acteur clé dans leur transformation verte. Son rôle va des investissements et des prêts dans le domaine de l'énergie verte à sa position de premier plan en tant que fournisseur de technologies vertes, notamment de panneaux solaires, d'éoliennes et de véhicules à énergies nouvelles (Kiryakova et al., 2025). Les accords de construction et d'investissement liés à l'énergie conclus par la Chine en 2025 ont atteint un niveau record en étant les plus écologiques depuis le lancement de la BRI en 2013, représentant environ 22 % (9,7 milliards de dollars) du total des engagements énergétiques au premier trimestre (Nedopil Wang, 2025).<sup>6</sup> À titre de comparaison, les engagements dans le secteur pétrolier et gazier se sont élevés à 30 milliards de dollars, soit 70 % du total. La Chine est également très impliquée dans l'exploitation minière de minéraux verts dans certains pays africains, par exemple en République démocratique du Congo, en Zambie ou en Guinée. L'empreinte verte de la Chine est particulièrement importante, représentant une réduction estimée de 1,5 %, soit environ 350 millions de tonnes (MtCO<sub>2</sub>) des émissions futures, dont 200 millions de tonnes (MtCO<sub>2</sub>) résultant des exportations de technologies propres. Si les émissions évitées en Afrique sont faibles, compte tenu de la faible empreinte carbone de la région, l'Afrique subsaharienne devrait réduire ses émissions de 3 % par an grâce aux exportations chinoises de technologies propres, précédée uniquement par la région MENA (4,5 %) (Myllyvirta, 2025).

Malgré cette suprématie en matière de technologies propres et son engagement croissant en faveur des énergies propres, la Chine ne semble pas être un acteur majeur dans le développement des compétences vertes, du moins à première vue.

L'un des principaux défis analytiques réside dans le fait que, contrairement à l'UE, la Chine ne dispose pas d'une définition officiellement reconnue des compétences vertes, ni d'une politique unique en la matière.<sup>7</sup> Les stratégies de développement des compétences ne sont en effet pas systématiquement

---

<sup>6</sup> L'énergie verte comprend les projets éoliens, solaires et de valorisation énergétique des déchets.

<sup>7</sup> Selon un interlocuteur chinois, la conception chinoise des compétences vertes est « influencée par l'Europe ».

---

intégrées dans les politiques nationales chinoises en matière de changement climatique et de transition verte, malgré l'intégration des impératifs environnementaux et climatiques dans ses stratégies globales de développement et de croissance. Cela peut s'expliquer par une faible coordination interne, ainsi que par une tradition qui privilégie la quantité plutôt que la qualité de la main-d'œuvre. Ainsi, il n'existe actuellement pratiquement aucune politique spécifiquement conçue pour le développement des compétences vertes en Chine (OIT, 2018).

Toutefois, le discours politique chinois utilise un certain nombre de termes qui font référence au développement écologique, à l'éducation verte, à l'éducation à l'environnement et aux lignes directrices connexes sur le développement de la main-d'œuvre. Par exemple, le **plan d'action du ministère de l'Éducation pour le renforcement de la mise en place d'un système de formation des talents en matière de pic d'émissions de carbone et de neutralité carbone dans l'enseignement supérieur (2022)** propose des lignes directrices pour la formation de talents nationaux dans des domaines tels que le stockage de l'énergie, l'hydrogène, l'éolien, le solaire et le nucléaire afin de répondre aux besoins de l'industrie et d'augmenter le nombre de supports pédagogiques traitant du pic et de la neutralité carbone (CNESA, 2022 ; UNESCO, 2022). Le plan de travail pour 2022 du même ministère intègre les « compétences vertes et l'éducation à la réduction des émissions de carbone » dans l'enseignement général, dans le cadre d'un effort plus transversal visant à intégrer l'éducation au climat dans les programmes scolaires. Cette mesure vise à soutenir les réductions d'émissions prévues et s'inscrit dans le cadre de ce que le gouvernement chinois appelle souvent la civilisation écologique (UNESCO, 2022).<sup>8</sup> Le **14e plan quinquennal pour le développement économique et social national et les objectifs à long terme pour 2035**, l'un des plans globaux qui définit l'orientation politique chinoise, s'engage également à « mettre en place un système d'innovation technologique verte axé sur le marché, à mettre en œuvre des initiatives de recherche en matière d'innovation technologique verte et à mener des initiatives d'analyse comparative et d'amélioration de l'efficacité des ressources des industries et des produits clés » dans le cadre de l'objectif visant à « accélérer la transformation verte du modèle de développement » (CSET, 2021). Les [recommandations du 15e plan quinquennal de la Chine](#) mettent en évidence une trajectoire dans laquelle les secteurs technologiques et industriels resteront au cœur du développement de la Chine, non seulement pour favoriser la croissance économique, mais aussi pour améliorer la qualité de l'économie

---

<sup>8</sup> Pour une discussion sur l'utilisation du terme « civilisation » : <https://decodingchina.eu/key-term/civilisation/>

---

nationale. Cela pourrait avoir des implications sur la manière dont la Chine aborde les capacités vertes à différents niveaux d'enseignement.

Ces concepts et politiques nationaux se traduisent de manière inégale dans l'engagement international de la Chine, en particulier en Afrique. Une analyse détaillée de ces aspects dépasse le cadre du présent rapport. Il convient toutefois de noter que, parallèlement à son empreinte technologique verte, la Chine a investi dans la durabilité de ses projets dans d'autres domaines, par exemple en publiant des **lignes directrices pour le développement vert des investissements et de la coopération à l'étranger en 2021** et des **lignes directrices pour la protection de l'environnement écologique dans les projets de coopération en matière d'investissements étrangers et de construction en 2022**. Ces documents mentionnent que les entrepreneurs et les promoteurs chinois devraient renforcer le développement des ressources humaines, la formation en matière de protection écologique et environnementale ainsi que le renforcement des capacités, mais ils ne font pas spécifiquement référence aux travailleurs locaux ni au renforcement de capacités similaires au sein des communautés locales (Nedopil et al., 2021 ; Ministère du Commerce et ministère de l'Écologie et de l'Environnement, 2021).

**La coopération éducative et les échanges entre les peuples, y compris en matière de compétences vertes, sont devenus un domaine de coopération en pleine expansion entre la Chine et l'Afrique, bien que celui-ci reste encore peu étudié à ce jour** (China-Africa Business Council, n.d.).<sup>9</sup> Par exemple, 2026 sera l'Année des échanges entre les peuples chinois et africains. Lors du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) de 2024, la Chine s'est engagée à « renforcer les capacités et la recherche conjointe dans des domaines tels que la prévention, l'atténuation et les secours en cas de catastrophe, la protection de la biodiversité, l'amélioration de l'environnement et la lutte contre la désertification » et à poursuivre la coopération sino-africaine en matière d'EEP et d'éducation,<sup>10</sup>

---

<sup>9</sup> Ehizuelen (2018) fait référence à cinq principales modalités utilisées par le gouvernement chinois pour contribuer à l'éducation et au développement des compétences en Afrique, à savoir : 1) des bourses pour certains étudiants et l'offre de places pour les étudiants autofinancés dans les universités chinoises ; 2) des cours de formation pour les fonctionnaires et les techniciens ; 3) l'envoi d'experts dans les pays africains pour dispenser des formations spécialisées ; 4) la construction d'infrastructures éducatives ; et 5) des programmes de partenariat mis en œuvre par divers ministères et universités.

<sup>10</sup> [https://2024focacsummit.mfa.gov.cn/eng/hyqk\\_1/202409/t20240906\\_11486213.htm](https://2024focacsummit.mfa.gov.cn/eng/hyqk_1/202409/t20240906_11486213.htm) (paragraphe 2.2.8 et 2.2.9). Voir également l'engagement à renforcer les compétences et la formation technique des pays les moins avancés d'Afrique, énoncé dans la [Déclaration](#)

---

conformément à l'importance accordée au niveau national à « l'éducation pour l'innovation » (ASCIR, 2025). Avant le sommet, en septembre 2024, une table ronde organisée par le Centre de coopération environnementale Chine-Afrique a réuni des responsables et des experts de Chine et de pays africains afin de discuter de stratégies de collaboration dans les domaines de l'optimisation énergétique, des technologies à faibles émissions de carbone, de la finance verte et des compétences vertes (Shujuan, 2024 ; FECO, 2024). En outre, depuis 2021, [l'Initiative pour le développement mondial](#) – le « guide stratégique de la politique de développement de la Chine » (entretien, juin 2025) – comporte huit domaines de coopération, dont l'un est le changement climatique et le développement vert. Bien que les compétences ne constituent pas une priorité explicite, nos entretiens avec des chercheurs chinois ont révélé qu'il s'agit d'une question qui prend de plus en plus d'importance dans le programme de coopération au développement de la Chine,<sup>11</sup> en partie grâce aux enseignements tirés de sa propre approche et de celle de l'Europe en matière de renforcement des capacités, de formation des talents locaux, de compétences et d'entrepreneuriat (Entretiens, juin 2025).

Dans le cadre de la BRI 2.0, le lien entre les projets chinois de soutien aux communautés (« petits projets magnifiques ») financés par l'aide et les initiatives économiques doit être renforcé, avec quelques exemples de formation aux compétences vertes (Agence chinoise de coopération internationale pour le développement, 2025).<sup>12</sup> Le renforcement des capacités et la formation des travailleurs locaux en Afrique auraient augmenté dans les projets verts chinois afin de répondre aux demandes des pays en développement, les entreprises chinoises soulignant dans les médias le nombre d'emplois, de bourses et de possibilités de formation qu'elles ont fournis pendant la construction d'un projet (Jiang, 2025). Certains programmes de formation proposés par les entreprises sont financés par le budget d'aide étrangère du ministère du Commerce (MOFCOM). Par exemple, l'Institut chinois de formation à l'hydroélectricité a été créé dans le cadre de la construction de la centrale hydroélectrique de Lower Kafue Gorge par Sinohydro en Zambie, et ses cours de formation sont soutenus par le MOFCOM (Jiang, 2025).

---

[sino-africaine de Changsha sur la préservation de la solidarité et de la coopération du Sud global](#) du 11 juin 2025.

<sup>11</sup> La liste des résultats du sommet de Pékin du Forum sur la coopération sino-africaine mentionne un « programme d'ambassadeurs verts sino-africains » mis en œuvre pour promouvoir l'amélioration des compétences vertes et le partage des connaissances sur le développement durable entre la Chine et l'Afrique (MAE, 2025).

<sup>12</sup> Discours liminaire de Hannah Ryder, [Conférence CGF-ODI-AERC 2024 | Interactions économiques sino-africaines : passé, présent et avenir](#).

---

Le gouvernement chinois (principalement le ministère du Commerce, parfois en collaboration avec des acteurs européens tels que la GIZ) invite également des experts internationaux à suivre des séminaires et des formations courtes en Chine, notamment sur des thèmes liés à l'industrie verte, aux chaînes de valeur vertes, aux techniques de culture, à l'agriculture, à l'énergie et à la construction de villes vertes (China South-South Cooperation Network, 2024). Le ministère de l'Écologie et de l'Environnement a créé un fonds pour la coopération Sud-Sud pour le changement climatique, dans le cadre duquel certains séminaires et programmes de formation sont organisés. Enfin, d'autres ministères et agences gouvernementales, tels que le ministère des Sciences, l'Administration nationale de l'énergie et les provinces qui ont une expérience dans le développement des énergies renouvelables, organisent également des programmes et des cours de formation de courte durée à l'intention des fonctionnaires des pays en développement, au cours desquels ils partagent l'expérience de la Chine en matière de gouvernance climatique et de développement des énergies renouvelables (entretien, juin 2025 ; Jiang, 2025).

Le ministère de l'Éducation promeut l'EFTP dans les pays en développement, par exemple à travers les **ateliers Luban**, une initiative phare de renforcement des capacités visant à partager les modèles d'enseignement professionnel et les compétences professionnelles de la Chine avec d'autres pays et à former des talents locaux compétitifs. L'initiative comprend également des échanges d'étudiants et la reconnaissance mutuelle des qualifications académiques (Yan, 2023 ; Haoyi, 2024 ; Luban Workshop, n.d. ; Global Times, 2024). Lancé en 2016, le réseau Luban Workshop s'inscrit dans la stratégie mondiale de la Chine visant à améliorer son image tout en servant ses intérêts économiques par la promotion de ses technologies (Lemon et Jardine, 2025). L'atelier Luban serait ainsi « conforme à la demande de développement industriel des pays hôtes » (Yan, 2023). La Chine a créé 17 ateliers Luban en Afrique et dix en Asie et en Europe.<sup>13</sup> De manière générale, la Chine a renforcé son soutien à l'enseignement professionnel dans divers pays

---

<sup>13</sup> Au Cambodge, en Indonésie et en Égypte, les cours portent sur les véhicules à énergie nouvelle, et certains sont organisés en collaboration avec des entreprises chinoises, qui proposent des stages et des emplois. L'atelier Luban sur les énergies propres Chine-Asie du Sud-Est (classe Egret) envoie des étudiants d'Asie du Sud-Est en Chine pour se former à l'électricité, aux éoliennes, au photovoltaïque, à la construction de projets, à la gestion de la construction, etc. Une partie de la formation est dispensée dans le cadre d'un contrat avec une entreprise chinoise afin que les étudiants puissent travailler dans cette entreprise en tant qu'ingénieurs en énergies propres après l'obtention de leur diplôme (Jiang, 2025).

---

africains ces dernières années et les « progrès réalisés par la Chine dans l'éducation et la technologie » ont été mises en avant par le Nigeria, par exemple, comme des facteurs clés dans le choix de la Chine comme partenaire (Ifunanya, 2023 ; Université de technologie professionnelle de Jinhua, 2024 ; Ajayi, 2025 ; Guardian Nigeria, 2024 ; Luban Workshop, 2022).

La Chine est également devenue une destination de choix pour les étudiants africains à la recherche d'opportunités éducatives et de formation variées. Les initiatives du gouvernement chinois, notamment l'engagement pris lors du FOCAC de fournir 60 000 places de formation aux femmes et aux jeunes Africains en 2024, ont considérablement accru l'accessibilité et l'attrait des programmes d'éducation et de formation chinois (Afro-Sino Ctr. of Int'l Relations, 2024).

**Ces constats révèlent certaines nuances et contradictions potentielles dans l'approche chinoise (ou la perception de celle-ci) en matière de développement des compétences (vertes),** comme l'ont également souligné nos entretiens. Certains interlocuteurs africains ont critiqué le fait que l'approche chinoise consiste généralement à embaucher peu de personnel local (voire aucun) pour un projet d'infrastructure spécifique, limitant ainsi la diffusion des compétences à l'ensemble de l'économie, tandis que d'autres ont souligné le fait que les travailleurs africains locaux ont tendance à passer d'un projet chinois à un autre au sein d'un même pays, même si les acteurs chinois ne communiquent pas beaucoup sur leur approche à l'égard de la main-d'œuvre locale. La plupart des personnes interrogées s'accordaient toutefois à dire que les compétences et les emplois verts ne constituent pas une priorité pour la Chine à l'heure actuelle.

Il reste encore beaucoup à découvrir et à analyser. En effet, il semble que la Chine accorde une plus grande attention à ces questions, en partie grâce à une « stratégie plus nuancée qui associe l'investissement à l'éducation et les infrastructures au capital humain » (Lemon et Jardine, 2025), en partie en raison d'un intérêt national, car de plus en plus d'entreprises et d'industries chinoises investissent ou commercent à l'étranger. L'acceptation de leurs technologies par le marché dépend de la capacité à entretenir et à réparer facilement les technologies propres chinoises. L'emploi local est devenu une stratégie RSE/ESG visant à obtenir le soutien des communautés locales et à éviter les réactions négatives (entretiens, juin 2025). Cependant, **il semble y avoir un décalage entre l'attention croissante accordée à ces questions au niveau de la Chine et la perception du soutien chinois au développement**

---

## des compétences au niveau des pays partenaires.

Malgré les perceptions, nos entretiens ont toutefois souligné que, compte tenu de l'empreinte significative de la Chine dans la transition écologique des pays africains, son rôle en matière d'élaboration de normes et de développement des compétences ne doit pas être sous-estimé. Les panneaux solaires et les véhicules à énergie nouvelle en sont un bon exemple : comme les équipements de recharge et les différentes pièces proviennent de Chine, les compétences techniques liées à l'utilisation et à la réparation de ces équipements doivent être acquises auprès d'acteurs chinois.

Le soutien futur de la Chine au développement des compétences (vertes) reflétera sans doute non seulement ses schémas d'investissement et de commerce, mais aussi ses efforts pour se positionner comme un partenaire pragmatique dans le développement du capital humain, offrant des compétences recherchées et des opportunités (Lemon et Jardine, 2025). Il reste toutefois à voir dans quelle mesure ce soutien s'alignera sur les priorités africaines.

## 4. Conclusions pour les approches européenne et chinoise

Les deux sections précédentes ont présenté certaines des caractéristiques de l'approche de l'UE et de la Chine en matière de développement des compétences vertes dans les pays partenaires, que le deuxième rapport évaluera sur la base des pays étudiés. La présente section vise à exposer un certain nombre de questions et de problèmes qui mériteraient d'être approfondis et discutés.

Tout d'abord, nos entretiens avec des interlocuteurs africains et chinois ont mis en évidence le fait que **les Européens disposent d'un avantage comparatif (par rapport à la Chine) en matière de formation professionnelle et de renforcement des capacités, en particulier dans le domaine de la transition écologique**, grâce à un soutien de longue date et complet dans ce domaine. Le recentrage de l'UE sur les opportunités d'emploi a été considéré comme une évolution positive, car l'une des faiblesses de l'approche de l'UE dans le passé était précisément le manque d'opportunités d'emploi après la formation et l'absence de lien avec le secteur privé. L'approche chinoise, en comparaison, a été jugée plus pragmatique, car les personnes sont formées en fonction des besoins.

---

Cependant, **les approches européenne et chinoise semblent se rapprocher**. Cela peut sembler contre-intuitif, compte tenu des efforts déployés par les deux parties pour présenter leurs engagements comme distincts. D'une part, l'approche de l'UE en matière de développement des compétences (vertes) évolue, passant d'une offre d'éducation et de formation dans le cadre de projets de coopération à une approche de plus en plus axée sur ses investissements et le développement d'infrastructures matérielles dans les pays partenaires. Ce changement rapproche l'approche européenne de celle principalement adoptée par la Chine, qui intègre également le développement des compétences dans ses projets de construction et ses investissements. D'autre part, la Chine se concentre de plus en plus sur le renforcement des capacités et la formation des travailleurs locaux ainsi que sur le développement du capital humain, souvent pour répondre aux préoccupations soulevées par les communautés locales et pour satisfaire les demandes africaines en matière d'activités de ce type. Cette étude n'a pas pu approfondir les raisons qui motivent ce rapprochement des deux côtés, probablement un mélange de facteurs liés au marché, à la géopolitique et à la situation locale. Néanmoins, la question de savoir si l'UE et la Chine apprennent l'une de l'autre se pose : l'Europe de l'accent traditionnellement mis par la Chine sur les investissements et les infrastructures matérielles, la Chine de l'avantage comparatif de l'Europe en matière de développement des compétences et d'infrastructures immatérielles en général.

Deuxièmement, et dans le même ordre d'idées, **le fait que la Chine ne soit pas largement perçue comme un acteur investissant dans le développement des compétences (vertes) pourrait conduire les acteurs de l'UE à tirer des conclusions hâtives et à négliger la contribution de la Chine dans ce domaine**. Pourtant, d'autres recherches ont montré la valeur tangible que des initiatives telles que les ateliers Luban offrent aux économies locales, à savoir des compétences certifiées dans des domaines importants, par exemple les secteurs de haute technologie. Cela répond non seulement aux besoins et aux demandes des pays partenaires<sup>14</sup>, mais cela « acclimate subtilement [les participants] aux normes technologiques, aux outils et aux normes éducatives chinois ». En détournant l'attention du public des mégaprojets controversés pour la diriger vers le développement humain et les investissements à plus forte valeur ajoutée, les ateliers Luban et d'autres initiatives chinoises en matière de compétences répondent à l'une des

---

<sup>14</sup> C'est l'une des principales critiques formulées à l'encontre de la stratégie Global Gateway de l'UE jusqu'à présent (Bilal et Teevan, 2024 ; Veron, 2025).

---

critiques les plus courantes à l'égard des investissements chinois dans le monde : la dépendance excessive à l'égard de la main-d'œuvre chinoise (Lemon et Jardine, 2025). Cela met en évidence la dimension géopolitique de l'investissement dans les compétences, au-delà de la réponse aux besoins des pays partenaires. Les cours de courte durée organisés par les ministères et les agences gouvernementales chinoises facilitent non seulement l'expansion de la technologie chinoise, mais aussi des normes chinoises en matière de développement et de transition écologique (Jiang, 2025). Cela peut à son tour renforcer la dépendance, car « la plupart [des ateliers] sont conçus et gérés par des institutions chinoises, qui utilisent des équipements et des logiciels chinois. [...] En pratique, ils jettent les bases d'un écosystème technique centré sur la Chine, dans lequel les entreprises, les équipements et les normes chinois s'ancrent profondément dans les stratégies nationales de développement ». (Lemon et Jardine, 2025). Dans un environnement politique européen peu favorable à la domination chinoise, il convient de considérer les compétences vertes non pas comme un simple « complément » ou un secteur parallèle aux intérêts stratégiques de l'UE, mais comme un élément à part entière de sa stratégie visant à établir des partenariats fiables avec des pays tiers (Simon Arboleas, 2025).

Troisièmement, **un « niveau de base de bonnes compétences » est essentiel dans les pays partenaires pour que les investisseurs et le secteur privé puissent lancer des investissements verts** (Kimeu, 2024). Il s'agit là d'un élément clé à prendre en considération pour l'avenir, car l'énergie verte est appelée à devenir un domaine d'investissements stratégiques tant pour l'UE que pour la Chine en Afrique et au-delà, malgré quelques revers à court terme (Medinilla et Dekeyser, 2024 ; ECDPM 2024 ; Reuters 2025). Il existe également une dimension de cercle vertueux, selon laquelle plus les investissements affluent, plus des emplois sont créés, ce qui favorise également le développement des compétences. Il s'agit donc d'un domaine clé pour les partenariats gagnant-gagnant à l'avenir.

Quatrièmement, **le développement des compétences vertes, bien que considéré comme hautement stratégique par l'ensemble des parties prenantes que nous avons interrogées, semble très fragmenté et peu connu et compris**. L'UE et la Chine auraient tout intérêt à adopter des approches plus cohérentes dans leur soutien respectif (au-delà des investissements individuels) et à mieux comprendre ce que font les autres acteurs dans ce domaine, d'autant plus que ces compétences vont gagner en importance dans les années à venir.

---

Il est clair que les deux parties ont beaucoup à apprendre l'une de l'autre. Tout comme l'UE apprend à mettre en œuvre des partenariats mutuellement avantageux dans un monde plus concurrentiel grâce à sa stratégie Global Gateway, la Chine apprend également à s'adapter, avec une stratégie plus nuancée qui associe l'investissement à l'éducation et les infrastructures au développement du capital humain (Lemon et Jardine, 2025). Toutefois, selon l'une des personnes interrogées, il reste encore beaucoup à apprendre de part et d'autre. La section suivante présente quelques pistes pour l'avenir pour les parties prenantes africaines, européennes et chinoises.

## 5. Conclusions et recommandations

De nouvelles opportunités d'emploi nécessitant le développement de compétences vertes vont apparaître en raison des progrès technologiques, tant en Europe qu'en Afrique (ETF, 2023). Des investissements stratégiques dans la reconversion professionnelle pourraient avoir un impact transformateur non seulement sur la transition verte, mais aussi sur les économies en général.

### 5.1. Pour les pays partenaires

Le développement des compétences vertes nécessite en fin de compte une approche intersectorielle et intégrée.

- Favoriser la **coordination et la cohérence entre les secteurs et les acteurs** (représentants de l'éducation, du travail, de l'environnement/de l'énergie et de l'industrie) ;
- Veiller à ce que les **besoins du marché du travail soient suffisamment pris en compte dans le contenu et la conception de l'EFTP** (ce qui nécessite la participation du secteur privé). Parallèlement, il convient de trouver un équilibre adéquat entre les ambitions de réforme de l'EFTP dans le secteur public et les besoins à court terme et plus restreints des partenaires du secteur privé.
- Encourager les **partenariats verts entre les prestataires de formation professionnelle, les employeurs, les associations industrielles et les agences gouvernementales** afin d'identifier les besoins en compétences, de développer des programmes de formation pertinents et d'apporter un soutien aux entreprises vertes (ETF, 2023).

---

## 5.2. Pour l'Union européenne

Le développement des compétences et la réforme de l'EFTP sont actuellement soutenus par l'UE dans de nombreux pays, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir des synergies entre la coopération au développement et les approches d'investissement dans le cadre du Global Gateway. L'UE lance actuellement de nombreuses initiatives différentes pour consolider ses partenariats avec les pays tiers<sup>15</sup>, mais à ce stade, la mesure dans laquelle le développement des compétences vertes sera intégré dans ces efforts reste incertaine.

- **Considérer les compétences vertes et le perfectionnement et la reconversion de la main-d'œuvre comme essentiels pour parvenir à la transition vers une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive dans les pays partenaires**<sup>16</sup>, au lieu de simplement les « reléguer » à la coopération au développement ou de les présenter comme faisant partie des « mesures d'accompagnement » et de fournir un « environnement propice » aux investissements (Karaki et al., 2022). Cela nécessite de disposer d'un pilier « compétences » doté de ressources suffisantes dans les différents partenariats que l'UE est en train de mettre en place, ce qui contribuerait à renforcer les systèmes d'EFTP des pays hôtes tout en contribuant aux objectifs de l'UE.
- **Dans le cadre de l'approche de l'UE liant investissements et compétences sous Global Gateway, il convient de travailler en étroite collaboration avec les entreprises européennes.** Celles-ci assurent le développement des compétences et la formation à leurs propres fins et apporteraient ainsi une valeur ajoutée au soutien de l'UE aux programmes de compétences vertes. Cependant, l'UE devra veiller à ce que son soutien au développement des compétences vertes ne serve pas uniquement les intérêts du secteur privé orientés vers le profit, mais renforce également les capacités institutionnelles de l'État et apporte des avantages économiques plus larges grâce à la création d'emplois et à des liens solides avec les initiatives locales

---

<sup>15</sup> Y compris les partenariats sur les matières premières critiques, les partenariats pour un commerce et des investissements propres (CTIP) ainsi que les partenariats pour la souveraineté technologique (Medinilla, Teevan et Karaki, 2025 ; Jackson et al., 2025 ; Karkare, 2025).

<sup>16</sup> À l'instar de la manière dont les conclusions du Conseil de 2023 sur les aptitudes et les compétences pour la transition écologique les définissent à l'intérieur de l'UE (Conseil de l'UE, 2023).

---

de valeur ajoutée. En effet, **l'impact sur les économies locales devrait faire partie intégrante de l'offre Global Gateway et de son approche à 360 degrés pour que les projets soient véritablement « mutuellement bénéfiques ».**

- **Tirer les enseignements des avantages et des coûts d'un renforcement du lien entre les compétences et les investissements sur la base de l'expérience chinoise et travailler en étroite collaboration avec les partenaires africains** sur ce à quoi pourrait ressembler une approche sensée axée sur la demande.

### 5.3. Pour l'UE et la Chine

Les pays partenaires travailleront avec tout partenaire disposé à les aider à combler leur déficit de compétences. Si l'UE est traditionnellement considérée comme mieux placée pour créer un « écosystème local » de compétences, la Chine investit également de plus en plus dans le capital humain et, en raison de sa position dominante dans le domaine des technologies vertes, a un rôle clé à jouer :

- **Assurer un certain degré de coordination (et, si possible, de coopération trilatérale)** afin que les initiatives respectives de l'UE et de la Chine en matière de compétences ne fonctionnent pas en parallèle avec les systèmes nationaux et entre elles ;
- **Reconnaître les compétences vertes comme un atout stratégique pour faire avancer les agendas globaux sur lesquels elles continuent de travailler ensemble, tels que le changement climatique**, malgré les frictions dans d'autres domaines. La déclaration Chine-UE sur le climat, seul résultat concret du sommet de 2025, fait référence à un engagement commun en faveur d'une transition mondiale juste, dont les emplois verts décents sont un aspect essentiel (Conseil de l'UE, 2025b).

---

## Références

ACQF (n.d.-a.). [Compétences vertes](#). (Consulté le 26 novembre 2025). Cadre africain des certifications (ACQF).

ACQF (n.d.-b.). [Rapports et présentations sur les compétences vertes](#). Cadre africain des certifications (ACQF).

Adebayo, W. G. (2025). [La résilience face aux défis écologiques : stratégies pour intégrer les considérations environnementales dans la planification des politiques sociales en Afrique](#). Développement durable, 33(1), 203-220.

Adeola, O., Ngare, I. et Evans, O. (2025). [Les femmes africaines sont essentielles dans la lutte contre le changement climatique : voici les compétences vertes dont elles auront besoin](#). The Conversation.

Agence chinoise de coopération internationale pour le développement, 2025. [Coopération internationale pour le développement : la pratique de la Chine – Projets « petits et beaux »](#). Cinquième numéro, février 2025.

Agence internationale de l'énergie (2023). [Les technologies propres stimulent la croissance de l'emploi dans le secteur de l'énergie, mais la pénurie de compétences est une préoccupation croissante](#). Paris : AIE.

Agence internationale de l'énergie (AIE) (2011). [L'Institut marocain de formation aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique crée des emplois](#). Paris : AIE.

Ajayi, F. (2025). [Le Nigeria s'associe à la Chine pour renforcer l'enseignement technique et professionnel](#). EduTimes Africa.

Allais, S. (2023). [Perspectives africaines : les systèmes d'EFTP et l'évolution du monde du travail – la transition verte](#). Bonn : UNESCO-UNEVOC.

Arthur, C. (2022). [Que sont les compétences vertes ?](#) Vienne : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

ASCIR (2025). [Les « deux sessions » chinoises : tirer parti de l'éducation pour favoriser l'innovation et une croissance de qualité en 2025](#). ASCIR, 18 mars.

Bekele-Thomas, N. et Westgaard, S. (2024). [Libérer le potentiel de la jeunesse africaine](#). New York : Africa Renewal, Nations Unies.

---

Bilal, S. et Teevan, C. (2024). [Global Gateway : où en sommes-nous et où allons-nous ?](#)  
Document de travail de l'ECDPM n° 368. Maastricht ; ECDPM.

Cedefop (2012). [Compétences vertes et sensibilisation à l'environnement dans l'enseignement et la formation professionnels](#). Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.

Centre afro-sino des relations internationales (2024). [Retour au pays : le parcours des professionnels africains formés en Chine](#). Projet Chine-Sud global.

CNESA (2022). [Le ministère chinois de l'Éducation a publié le plan de construction d'un système de formation supérieure sur le pic des émissions de carbone et la neutralité carbone](#). Pékin : Alliance chinoise pour le stockage de l'énergie.

Commission de l'Union africaine et OCDE (2024). [Dynamique du développement de l'Afrique 2024 : compétences, emplois et productivité](#). Addis-Abeba et Paris : CUA / Éditions OCDE.

Commission européenne (2021). [Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement : Global Gateway \(JOIN 2021 30 final\)](#). Bruxelles : Commission européenne.

Commission européenne (2023). [Global Gateway : l'UE et la Namibie s'accordent sur les prochaines étapes de leur partenariat stratégique en matière de matières premières durables et d'hydrogène vert](#). Bruxelles : Commission européenne.

Commission européenne (2024). [Global Gateway : l'UE lance de nouvelles initiatives régionales en Afrique pour stimuler la mobilité et les compétences des jeunes, notamment l'Académie Afrique-Europe pour la jeunesse, un projet unique en son genre](#). Bruxelles : Direction générale des partenariats internationaux.

Commission européenne (s.d.). [Namibie – Partenariats internationaux \(Team Europe/Global Gateway\)](#). Bruxelles : Commission européenne.

Conseil commercial Chine-Afrique (sans date). [Plan pour la coopération Chine-Afrique en matière de développement des talents](#). Pékin : Conseil commercial Chine-Afrique.

Conseil de l'UE (2023). [Conclusions du Conseil sur les aptitudes et les compétences pour la transition verte, 2023/C 95/03](#). Bruxelles : Conseil de l'Union européenne.

---

Conseil de l'UE (2025a). [Le Conseil et le Parlement européen conviennent de créer une plateforme pour les demandeurs d'emploi non ressortissants de l'UE \(« EU Talent Pool »\)](#). Bruxelles : Conseil de l'Union européenne.

Conseil de l'UE (2025b). [Déclaration commune UE-Chine sur le climat : la voie à suivre après le 10e anniversaire de l'adoption de l'accord de Paris](#). Bruxelles : Conseil de l'Union européenne.

CSET (2021). [Aperçu du 14e plan quinquennal de la République populaire de Chine pour le développement économique et social national et les objectifs à long terme pour 2035 \(traduction anglaise\)](#). Washington, DC : Center for Security and Emerging Technology.

ECDPM. 2024. [Industrialisation verte : opportunités pour les pays en développement](#). Dossier ECDPM. Maastricht : ECDPM.

Ehizuelen, M. M. O., (2018). [Éducation et développement des compétences dans la coopération sino-africaine](#). Frontiers of Education in China, 13, pp. 553-600.

FECO (2024). [Initiative de Shanghai pour la transition énergétique durable et l'investissement et le financement verts](#). Pékin : Bureau de coopération économique étrangère, ministère de l'Écologie et de l'Environnement.

Fondation européenne pour la formation (ETF), (2023). [GRETA : Écologisation de l'enseignement et de la formation professionnels : processus, pratiques et politiques](#). Turin : Fondation européenne pour la formation.

Fondation européenne pour la formation (ETF) (2022). [Note d'orientation de l'ETF : Données, pratiques et conseils à l'intention des décideurs politiques. Compétences pour la transition verte](#). Turin : ETF.

Global Times, (2024). [Comment l'atelier Luban a-t-il conquis le cœur des pays du Sud ? Éditorial du Global Times](#). Global Times.

Grant, A. (2025). « [Une vision sans exécution n'est qu'une hallucination – Adam Grant sur les compétences dont les entrepreneurs africains ont besoin pour réussir](#) ». Podcast. Limitless Africa.

Guardian Nigeria (2024). [La collaboration entre la Chine et le Nigeria stimule l'enseignement professionnel et l'agriculture grâce au Luban-Mozi College](#). Lagos : The Guardian Nigeria.

Haoyi, H. (2024). [Belt&Road | Marque chinoise de formation professionnelle : Luban](#)

---

[Workshop](#). Our China Story.

Jackson, S., Benedetti-Michelangeli, S., Medinilla, A., Belton, E., Pons, G., Hege, E. et Voss, M. (2025). [La prochaine génération de partenariats de l'UE : faire en sorte que les partenariats pour un commerce et des investissements propres \(CTIP\) profitent au climat, à l'industrie et au développement](#). Note d'orientation conjointe.

NewClimate Institute, ECDPM, Strategic Perspectives, E3G, Europe Jacques Delors, Germanwatch et IDDRI.

Jiang, Y., 2025. [La promotion par la Chine des projets verts à l'étranger : anciens modèles et nouvelles dynamiques](#). Rapport DIIS 2025:01, Institut danois d'études internationales.

Karaki, K., Bilal, S. et van Seters, J. (2022). [Impliquer le secteur privé européen dans la coopération au développement et le financement de l'UE](#). Document de travail de l'ECDPM n° 333. Maastricht : ECDPM.

Karkare, P. 2025. [Les partenariats de l'UE autour des matières premières critiques : ses ambitions correspondent-elles à la réalité ?](#) Commentaire de l'ECDPM. Maastricht : ECDPM.

Kimeu, C. (2024). [L'économie verte pourrait générer 3,3 millions d'emplois en Afrique d'ici 2030, selon un rapport](#). Londres : The Guardian.

Kiryakova, E., Borodyna, O., Nadin, R., Howe, L. et Cao, Y. (2025). [Le rôle évolutif de la Chine dans la transition énergétique de l'Afrique : commerce extérieur et investissements au Kenya, au Mozambique et en Afrique du Sud](#). Rapport mondial de l'ODI. Londres : ODI Global.

Lemon, E. et Jardine, B. (2025). [La Chine utilise des centres de formation professionnelle pour redorer son image en Asie centrale](#). Carnegie Politika.

LinkedIn Economic Graph. (2024). [Rapport mondial sur les compétences vertes 2024](#). Atelier Luban (s.d.). [Atelier Luban](#). Pékin China Daily. Luban Workshop (2022). Nigeria Luban Workshop. Pékin : China Daily.

Malo, I. et Nwamadu, G. (2024). [Technologies vertes et emploi des jeunes en Afrique : une opportunité de transformation](#). Accra : Institut africain de recherche sur les politiques (APRI).

Medinilla, A., Teevan, C. et Karaki, K. (2025). [L'art de la négociation : assurer l'avenir](#)

---

[économique de l'Europe grâce à des alliances stratégiques](#). Commentaire de l'ECDPM. Maastricht : ECDPM.

Medinilla, A. et Byiers, B. (2023). [L'économie politique de l'industrialisation verte en Afrique](#). Document de travail n° 363. Maastricht : ECDPM.

Medinilla, A. et Dekeyser, K. 2024. [L'hydrogène vert : l'avenir de l'industrialisation africaine ?](#) Guide ECDPM. Maastricht : ECDPM.

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine (2025). [Liste des résultats du Sommet de Pékin du Forum sur la coopération sino-africaine](#) [traduit]. Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine.

Ministère du Commerce et ministère de l'Écologie et de l'Environnement, République populaire de Chine (2021). [Lignes directrices pour le développement vert des investissements et de la coopération à l'étranger](#) [traduction anglaise]. Pékin : ClientEarth.

Muhammed, J. (2025). [Le boom des emplois verts : qui profite de la transition climatique en Afrique ?](#) African Leadership Magazine, 7 août 2025.

Myllyvirta, L. (2025). [Analyse : les exportations chinoises d'énergie propre en 2024 permettront à elles seules de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> à l'étranger de 1 %](#). Carbon Brief. 22 juillet.

Nedopil, C., De Boer, D., Fan, D. et Tang, Y. (2021). [Ce que les nouvelles directives chinoises sur le « développement vert » signifient pour la Belt and Road Initiative](#). Dialogue Earth. (Consulté le 1er décembre 2025).

Nedopil Wang, C. (2025). [Rapport sur les investissements dans le cadre de l'initiative chinoise « Belt and Road » \(BRI\) au premier semestre 2025](#). Shanghai : Green Finance & Development Center.

OCDE et Cedefop (2014). [Compétences et emplois verts](#). Paris : Éditions OCDE.

ONU Femmes et BAD (2021). [Les emplois verts pour les femmes en Afrique : opportunités et interventions politiques](#). Nairobi : ONU Femmes.

Organisation internationale du travail (2018). [Compétences pour un avenir plus vert : une perspective mondiale](#). Genève : OIT.

Organisation internationale du travail (2025). [Le Groupe de la Banque africaine](#)

---

[de développement va introduire des changements afin de donner la priorité aux investissements dans la jeunesse africaine](#). Genève : OIT.

Payton, B. (2024). [Comment combler le déficit de compétences peut stimuler la transition énergétique verte en Afrique](#). Londres : Reuters.

Réseau de coopération Sud-Sud de la Chine (2021). [Programme de formation pour les fonctionnaires sur la transformation verte et la modernisation des petits projets hydroélectriques dans les pays africains anglophones organisé avec succès](#) [traduit]. Pékin : Réseau de coopération Sud-Sud de la Chine.

Reuters (2025). [RWE se retire d'un projet d'hydrogène vert de 10 milliards de dollars en Namibie](#). Londres : Reuters.

Samat, A. (2025). [Des compétences aux solutions : comment la formation à l'adaptation au changement climatique peut stimuler l'entrepreneuriat chez les jeunes et la création de nouveaux emplois](#). Rotterdam : Global Center on Adaptation (GCA).

Santos, J. (2025, 18 novembre). [Discours de VDL au SOTEU 2025](#) [publication LinkedIn]. Consulté le 1er décembre 2025.

Shujuan, L. (2024). [La Chine et l'Afrique conviennent d'accélérer leur coopération en matière d'écologie](#). China Daily.

Simon Arboleas, M. (2025). [La Commission annonce un plan inspiré du Japon pour les matériaux critiques](#). Euractiv.

The Africa EV Show (2025). [De jeunes techniciens construisent les vélos électriques du Malawi grâce à la technologie chinoise](#). Podcast. The Africa EV Show.

UNESCO (2022). [Communication et éducation sur le changement climatique : profil de la Chine](#). Profils de l'éducation (PEER).

Union africaine (2024). [Stratégie africaine pour les minéraux verts \(AGMS\)](#). Addis-Abeba : Union africaine.

Union africaine et Organisation internationale du travail (2024). [Stratégie de l'UA et de l'OIT pour l'emploi des jeunes en Afrique \(YES-Africa\)](#). Genève et Addis-Abeba : OIT / Commission de l'Union africaine.

Union européenne (2024). [TEI OP-VET : Compétences axées sur les opportunités et EFP en Afrique – Infographie](#). Bruxelles : Union européenne.

---

Union européenne (s.d.). [Compétences axées sur les opportunités et EFP en Afrique \(OP-VET\) : Initiative Team Europe](#). Bruxelles : Union européenne.

Université de technologie professionnelle de Jinhua (2023). [Projet de coopération Chine-Rwanda](#). Université de technologie professionnelle de Jinhua.

Veron, P. (2025). [Perceptions de la coopération internationale de l'UE : naviguer en eaux troubles](#). Document de travail de l'ECDPM n° 389. Maastricht : ECDPM.

Vidican Auktor, G. (2020). [Compétences vertes pour un avenir durable](#). Vienne : ONUDI.

Yan, Y. (2023). [Atelier Luban : un pont entre la Chine et les pays étrangers pour la communication culturelle et interpersonnelle](#). People's Daily Online.

## À propos de l'ECDPM

L'ECDPM est un centre indépendant de réflexion et d'action œuvrant dans le domaine de la coopération internationale et des politiques de développement en Europe et en Afrique.

Depuis 1986, notre équipe fournit des recherches et des analyses, des conseils et un soutien pratique aux décideurs politiques ainsi qu'aux professionnels à travers l'Europe et l'Afrique pour favoriser des politiques efficaces au service d'un développement global, durable et inclusif.

Nos principaux domaines de travail incluent :

- Politique étrangère et de développement de l'UE
- Migration et mobilité
- Economie et gouvernance numériques
- Relations UA-UE
- Paix, sécurité et résilience
- Gouvernance démocratique
- Relance et transformation économiques
- Changement climatique et transition verte
- Intégration économique africaine
- Systèmes alimentaires durables

Pour plus d'informations, visitez [www.ecdpm.org](http://www.ecdpm.org)

Cette publication bénéficie du soutien structurel de la part des partenaires institutionnels de l'ECDPM: les Pays-Bas, la Belgique, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, le Danemark et l'Autriche.

ISSN1571-7577